PROPOSITION POUR LA FRANCE

PROJET PHÉNIX

Le Courage de Bâtir l'Avenir

Thierry Maignan

Préambule: Le Sursaut Vital

Notre Nation est à la croisée des chemins. Des décennies de laxisme budgétaire, de démagogie sociale et de délitement de l'autorité nous ont menés au bord d'une faillite qui n'est pas seulement financière, mais aussi morale et civilisationnelle. Notre dette étrangle notre avenir, nos services publics s'effondrent, notre pacte social est brisé, et la confiance a laissé place au cynisme.

L'alternative n'est plus entre l'effort et le confort, mais entre une récession subie, imposée par des puissances extérieures dans l'humiliation, et une transformation maîtrisée, que nous choisirons en pleine souveraineté pour servir notre projet national.

Ce projet est le choix de la maîtrise. Il repose sur un pacte simple : une période de rigueur et de responsabilité absolue en échange d'un État plus fort, de services publics d'excellence et d'un avenir financier garanti pour les générations à venir. Nous, la Génération Pivot, allons relever ce défi.

Mon histoire personnelle est celle d'un enfant de la République qui, issu d'une famille modeste et handicapée, a pu s'élever grâce à la solidarité nationale et au travail. Ce projet n'est pas celui d'un technicien froid, mais celui d'un citoyen qui veut sauver le modèle qui l'a sauvé, pour que demain, d'autres puissent à leur tour saisir leur chance.

Pilier I : Rétablir l'Ordre, la Souveraineté et l'Efficacité

La confiance est le capital invisible d'une nation. Elle se gagne par un État qui protège, une justice qui fonctionne et des règles claires pour tous.

1. Justice et Sécurité : Tolérance Zéro, Efficacité Maximale

LE POURQUOI

Rétablir l'autorité de l'État et garantir la sécurité des Français, qui est la première des libertés. Mettre fin au sentiment d'impunité par une réponse pénale rapide et systématique.

LE COMMENT

- Vote d'une Loi de Programmation quinquennale pour la Justice et la Sécurité.
- Construction de 15 000 places de prison pour assurer l'exécution de toutes les peines.
- Instauration de peines planchers pour les agressions contre les dépositaires de l'autorité publique.
- Inscription dans la loi de la présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre.

2. Immigration : La Préférence Nationale Appliquée

LE POURQUOI

Mettre fin à une immigration subie et réaffirmer que la solidarité nationale est le fruit d'une contribution à la communauté.

- Suppression de l'Aide Médicale d'État (AME), remplacée par une Aide Sanitaire d'Urgence (ASU) ciblée sur les urgences vitales et les maladies transmissibles.
- Instauration d'une condition de 5 ans de résidence légale et de travail pour l'accès aux aides sociales non-contributives.
- Suspension des aides sociales pour tout séjour de plus de 15 jours à l'étranger ("Clause de Territorialité").

3. Simplification Territoriale : Fin du "Millefeuille"

LE POURQUOI

Mettre fin au gaspillage, aux doublons de compétences et à la complexité administrative qui paralysent l'action publique et coûtent des milliards aux contribuables.

LE COMMENT

- Réforme constitutionnelle pour redéfinir les compétences exclusives : la Région (stratégie éco), le Département (social), l'Intercommunalité (services techniques), la Commune (proximité).
- Suppression du canton comme échelon administratif.
- Instauration d'une règle de non-remplacement d'un départ à la retraite sur trois dans la fonction publique territoriale pendant 10 ans.

4. Efficacité de l'État et Audiovisuel Public

LE POURQUOI

Exiger de l'État la même rigueur que celle demandée aux citoyens. Lutter contre le gaspillage et recentrer l'État sur ses missions régaliennes.

- Réduction de 15% des dépenses de fonctionnement (hors personnel) sur 5 ans.
- Mise en place du "Budget Base Zéro" : chaque ministère doit justifier ses dépenses chaque année.
- Loi autorisant la privatisation de France Télévisions et Radio France.

Pilier II: Libérer le Travail et la Prospérité

Le travail doit être plus simple, plus gratifiant et toujours plus avantageux que l'inactivité. Nous allons subventionner le travail, pas l'inactivité.

La "Grande Bascule": Un choc de pouvoir d'achat massif et immédiat. Chaque euro économisé sur les réformes sociales est directement transféré en baisse de charges salariales, augmentant le salaire net de tous les travailleurs de 5% à 8%.

5. Le Contrat de Solidarité Active : La Rigueur Juste

LE POURQUOI

Mettre fin à l'inactivité subventionnée et garantir que le travail est toujours la voie privilégiée. Responsabiliser chaque acteur et accompagner activement le retour à l'emploi.

- Plafonnement du cumul de toutes les aides sociales (chômage inclus) à 1,5 SMIC net.
- Fusion RSA/Prime d'activité/APL en un Revenu de Base Actif (RBA), conditionné à 15-20h d'activité ou de formation.
- Principe de Subsidiarité: Les aides ne sont versées qu'après mobilisation de l'épargne (audelà de 1 000 €). Cette règle ne s'applique pas aux titulaires de l'AAH.
- Création du "Prêt d'Honneur au Travail": Un prêt à taux zéro jusqu'à 5 000 € pour toute personne sortant du RBA et signant un CDI/CDD de plus de 6 mois.

6. Compétitivité des Entreprises et Logement

LE POURQUOI

Rendre la France irrésistible pour les investisseurs afin de réindustrialiser le pays, et sécuriser les millions de petits propriétaires pour fluidifier le marché locatif.

LE COMMENT

- Baisse massive des charges patronales et de l'Impôt sur les Sociétés (IS) à 15% (dès le second mandat, financée par les excédents).
- Suppression des impôts de production (CVAE...).
- Pacte de Stabilité Locative : L'État garantit 75% des loyers impayés aux bailleurs. Le loyer impayé devient une dette fiscale pour le locataire.

7. Doctrine de Souveraineté Stratégique

LE POURQUOI

Pendant sa reconstruction, la France doit consacrer 100% de ses ressources à ses propres citoyens. Nous mettons fin à l'Aide Publique au Développement (APD) pour la remplacer par des partenariats d'égal à égal.

- Moratoire de 3 ans sur l'APD, générant une économie de 8 Md€ par an.
- Conservation de l'Aide Humanitaire d'Urgence et des outils d'influence (Francophonie).
- Création d'une Agence Française des Partenariats Stratégiques, avec un budget restreint, pour financer des projets servant les intérêts français (sécurité, économie, culture).

Pilier III: Bâtir l'Avenir Durable

Un État fort prépare l'avenir. Nous allons investir dans notre capital humain, technologique et financier pour les générations futures.

8. Le Fonds Souverain "Héritage France" (FSRA)

LE POURQUOI

Créer un patrimoine national collectif pour garantir les retraites futures, financer un capital de départ pour chaque jeune, et à terme, supprimer la CSG. Transformer le citoyen-contribuable en citoyen-actionnaire.

LE COMMENT

- Création d'un fonds par capitalisation indépendant, abondé par les excédents budgétaires, la lutte contre la fraude et les cessions d'actifs non stratégiques.
- Objectif 1: Le Capital de Départ Citoyen. Chaque jeune Français, à sa majorité, reçoit un capital substantiel (objectif à terme 100 000 150 000 €) pour financer ses études, créer son entreprise ou acquérir son premier logement.
- Objectif 2: La Garantie des Retraites. À terme, les revenus du Fonds financeront une part significative des pensions, sécurisant le système.
- Instauration d'une forte taxation sur les successions les plus élevées (au-delà d'une franchise de 1 million d'euros). L'intégralité des recettes est versée au FSRA.

9. Le Pacte de Réalisme Écologique et Énergétique

LE POURQUOI

Prioriser la réindustrialisation et la souveraineté sur une écologie punitive. Capitaliser sur notre force : le nucléaire.

- Arrêt des subventions de masse (Bonus Éco, MaPrimeRénov'...).
- Moratoire sur les nouvelles normes écologiques plus contraignantes que la moyenne européenne.
- Lancement d'un grand plan de construction de nouveaux réacteurs nucléaires.

Méthode et Trajectoire

Ce projet radical ne peut être mis en œuvre que par une légitimation démocratique directe et une transparence absolue.

L'Opération Ulysse : La Stratégie d'Acceptation

LE COMMENT

- Référendum Constitutionnel en Année 1 pour faire valider par le peuple les grands principes du projet (responsabilité, souveraineté) et la création du FSRA.
- Transparence absolue : Chaque euro économisé est visiblement réalloué via les "Comptes de la Refondation", consultables en ligne par chaque citoyen.

La Trajectoire Financière sur 10 ans

Ce plan génère une amélioration nette du solde budgétaire d'environ 36 Milliards d'euros par an. Il permet un retour à l'équilibre en Année 5 et une dette publique ramenée à environ 73% du PIB en 10 ans.

Ce chemin est exigeant. Il demandera du courage. Mais au bout, il y a la certitude d'une France refondée : souveraine, prospère, sûre, fière et sereine face à son avenir.

Je n'ai aucune ambition personnelle pour le pouvoir. Mais si, pour mettre en œuvre ce plan de sauvetage, je dois assumer cette responsabilité ultime, alors je le ferai. Par devoir.

Ce n'est pas un programme, c'est une mission. Et c'est ensemble que nous l'accomplirons.